

# C I M A

CONFERENCE INTERAFRICAINNE  
DES MARCHES D'ASSURANCES

COMMISSION REGIONALE DE  
CONTROLE DES ASSURANCES

**DECISION N° 034 /D/CIMA/CRCA/PDT/2016**

**PORTANT MISE SOUS SURVEILLANCE PERMANENTE DE LA SOCIETE  
LA FEDERALE D'ASSURANCES IARDT TOGO S.A.  
SISE AU 2447, AVENUE DE LA CHANCE  
BP 14553 LOME (REPUBLIQUE TOGOLAISE)**

**LA COMMISSION REGIONALE DE CONTROLE DES ASSURANCES (CRCA)**, réunie en sa 86<sup>ème</sup> session ordinaire du 12 au 17 décembre 2016 à Libreville (République Gabonaise),

**Vu** l'article 17 du Traité instituant une organisation intégrée de l'industrie des assurances dans les Etats africains ;

**Vu** les articles 311, 312, 321-1, 335 et 337 du Code des assurances des Etats membres de la CIMA ;

**Constatant** la non-exécution des injonctions de la Commission, le paiement non diligent des sinistres et la non production de plan de financement crédible malgré les longs délais accordés par la Commission ;

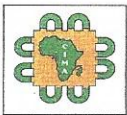
**Considérant** le non-respect des dispositions de l'article 306 du code des assurances en matière de désignation des dirigeants sociaux ;

**Considérant** que la situation financière de la société La Fédérale d'Assurances IARDT TOGO S.A. fait ressortir un besoin de financement d'au moins un milliard cent quatre-vingt-cinq millions (1 185 000 000) francs CFA sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2014 ;

**Considérant** que cette situation est de nature à mettre en péril l'exécution des engagements contractés envers les assurés et bénéficiaires de contrats ;

**DECIDE :**

**Article 1er :** la société La Fédérale d'Assurances IARDT TOGO S.A. est mise sous surveillance permanente de la Direction Nationale des Assurances avec restriction de la libre disposition des actifs, conformément aux dispositions des articles 321 et 321-3 du code des assurances.



## CONFERENCE INTERAFRICAINNE DES MARCHES D'ASSURANCES

---

**Article 2 :** La présente décision, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publiée au Bulletin Officiel de la Conférence, au Journal Officiel et/ou dans un journal d'annonces légales de la République Togolaise.

Fait à Libreville, le **17 DEC. 2016**

Pour la Commission  
Le Président



  
Gnagne BEDI